

# Diasporiques

Les Cahiers du Cercle Gaston-Crémieux

## Au pied du mur

**L'**extravagante décision du Président de la République de précipiter sans raison les échéances électorales a conduit la Droite au fiasco mérité que l'on sait. Elle a remis en selle la Gauche, unie, dans des conditions politiques, économiques et sociales particulièrement difficiles. Il s'agit aujourd'hui non de crier victoire — encore que l'on ne puisse que se réjouir de ce retournement inattendu de l'histoire ! — mais bien de veiller, "rendus vigilants par les expériences passées" (cf. communiqué p. 7), à ce que, revenue au pouvoir, la Gauche tienne ses engagements et sache les traduire dans les faits. Cette exigence est cruciale si l'on ne veut pas retomber dans les désillusions que nous avons connues. Nous veillerons pour notre part à son respect, en contribuant par notre propre action au succès de l'entreprise.

Nous avons, dans notre appel, mis l'accent sur quatre points essentiels : "la résorption du chômage ; une réelle politique d'intégration des immigrés ; le développement intensif des dimensions sociales de l'Union Européenne ; le soutien massif de l'École publique".

Le premier de ces points — dont la réussite conditionne tout le reste — nous concerne tous en tant que citoyens, mais le Cercle, en tant que tel, n'a, il le sait, guère d'influence sur son évolution. Il ne peut qu'en souligner le caractère strictement prioritaire. Par contre, sur les trois autres, nous avons notre mot à dire et, par là même, leur mise en œuvre engage directement notre responsabilité.

**La politique d'intégration des immigrés, d'abord.** Le Cercle a commencé à travailler sérieusement sur ce dossier. Il rend compte de ses premières conclusions dans ce numéro de Diasporiques, en esquissant ce qui pourrait devenir "une plate-forme d'action commune avec les organisations qui partagent nos convictions". Le vingt-et-unième siècle sera, inévitablement, celui d'un immense brassage des populations du monde. Il n'y a que deux façons de l'aborder. L'une, crispée, que symbolise l'absurde mot d'ordre "d'immigration-zéro", conduit irrémédiablement au déclin — démographique d'abord, par rapport à l'explosion quantitative du reste de la planète, économique ensuite par incapacité de créer suffisamment de nouvelles richesses à partager. L'autre, ouverte, courageuse (car elle

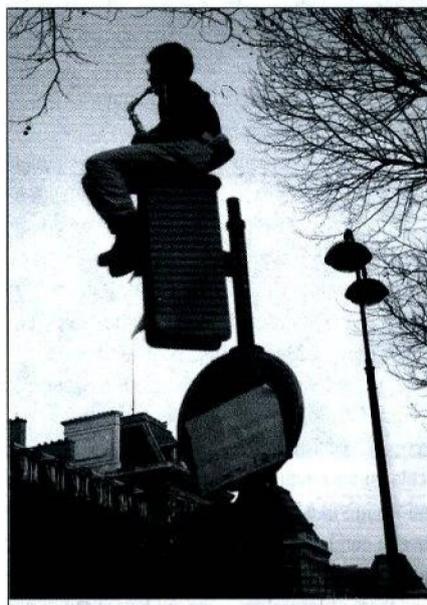


Photo : Inge Ester

implique, pour une majorité de nos compatriotes, de surmonter une profonde incompréhension des enjeux), consiste à affirmer le principe selon lequel "l'immigration est un facteur positif d'évolution de ce pays", et à en tirer des conséquences quant aux conditions d'accueil et d'intégration des immigrés. Il faut que la France parle d'une voix claire et ferme de ce point de vue ; nous ferons, en ce qui nous concerne, tout ce qui est en notre pouvoir pour participer de façon active à ce grand dessein.

**Le développement intensif des dimensions sociales de l'Union Européenne ensuite.** Tout en appuyant les efforts visant à donner une indispensable réalité sociale à la construction européenne, nous mettrons quant à nous plus spécifiquement l'accent sur les dimensions culturelles du "Vieux Continent". Si la célébration du passage à un nouveau millénaire a un sens — en tant que Juifs, nous avons une certaine avance en la matière ! — ce ne peut être que parce qu'il offre la possibilité de rappeler que la mémoire et l'histoire sont les meilleurs ferments de la préparation de l'avenir. Le passé de l'Europe, auquel les Juifs ont, pour leur part, tant contribué, est moins que jamais à jeter aux oubliettes : il est la base de tout ressourcement. Vouloir faire l'économie de cette mémoire pour nous lancer dans une aventure qui ne serait qu'étroitement productiviste, à la remorque idéologique de la "mondialisation", serait une véritable folie historique, qu'il nous faut

contribuer à combattre. Le renouveau du courant progressiste dans tant de pays européens nous offre aujourd'hui d'autres perspectives.

### Le soutien massif de l'École publique enfin.

Nous sommes souvent intervenus sur ce dossier, mais de façon trop marginale encore. Il faut en faire désormais un cheval de bataille du Cercle. Nous ne manquons pas, en notre sein, de "spécialistes", qui peuvent nous ouvrir des pistes. Qu'ils prennent la parole et utilisent le vecteur que représente d'ores et déjà Diasporiques pour mieux faire connaître leurs propositions, en faire des objets de débats, les diffuser au delà du cercle encore trop restreint que nous représentons. La transmission n'est-elle pas au cœur de nos préoccupations ? Donnons-nous donc rendez-vous au prochain "seder laïque" du Cercle pour débattre, après une petite année de préparation, des réponses que nous pourrions apporter aux questions traditionnelles des enfants... et à quelques autres.

Nous invitons nos lecteurs à s'engager activement dans cette nouvelle phase de notre action. Les colonnes de Diasporiques vous sont ouvertes. ■

*Diasporiques*

n° 3

3<sup>e</sup> trimestre 1997

#### LE DÉBAT

2

**R. Marienstras** : Les fruits de la violence  
Collectif d'organisations laïques : Lettre ouverte au CRIF

**Ph. Lazar, R. Marienstras** : L'intégration des immigrés

#### LA CULTURE

5

**Livres** : **L. Licht, E. Marienstras, F. Weil, R. Thalmann, J.-C. Szurek**  
**Communiqué**

#### HIER ET DEMAIN

11

**B. Pawlisz** : Varsovie se tait

#### RÉCIT

12

**S. Lévy** : Vacances familiales



Photo : Jean Elser

Richard Maricustras

## La paix au Proche-Orient : les fruits de la violence

A plusieurs reprises, des observateurs politiques se sont posé des questions sur la personnalité de Benjamin Netanyahu : est-ce un machiavélique ou un pragmatique, un homme de conviction ou un empirique, un profond calculateur ou un opportuniste ?

**A** la réflexion, aucun de ces qualificatifs ne semble vraiment convenir. L'homme a vécu et étudié aux États-Unis, il y a visiblement acquis l'idée que, en affaires, il faut agir avec encore et toujours plus de brutalité. En Israël, il a transporté cette doctrine sur le plan politique. Il est devenu le chef d'État de la violence et du fait accompli, visiblement animé par la conviction qu'une puissance nucléaire comme Israël pouvait tout se permettre malgré la réprobation internationale. Que ce soit l'affaire du tunnel, les nouvelles implantations en Cisjordanie ou les constructions à Jérusalem-Est, Netanyahu campe sur ce qu'il appelle son droit, en rejetant sur les Palestiniens toute la responsabilité du gel des négociations. Les récentes déclarations américaines, d'une sécheresse inouïe à ce jour, n'ont d'autre effet apparent que de lui faire dire que les États-Unis continueraient à jouer leur rôle dans la région.

On objectera peut-être que la poursuite de la colonisation n'est pas ce qu'on peut appeler une "violence". Un incident récent montre pourtant qu'il s'agit bien de cela. Le 8 mai 1997, le Jerusalem Post a publié une tribune dont les auteurs écrivent que de très vives critiques ont

été lancées contre Netanyahu par Raphaël Eytan, Natan Sharansky et Ariel Sharon pendant la réunion du Cabinet de la veille. Ceux-ci reprochaient au premier ministre d'avoir autorisé la destruction de maisons appartenant à des colons juifs de Cisjordanie, et qui avaient été illégalement construites. Il s'agissait, affirment les auteurs de l'article, de montrer à l'ambassadeur américain que Benjamin Netanyahu "est le seul à pouvoir détruire le moral et les habitations des colons." On avait eu recours à ce moyen après le rejet d'une suggestion de Meridor qui, pour désamorcer les critiques américaines, proposait de partager Har Homa et de donner la moitié des habitations à des familles palestiniennes. Mais, ajoute l'auteur, "cela aurait rendu absurde la construction d'habitations juives à Har Homa, dont le but était de fermer le cercle autour de Jérusalem et d'empêcher les Palestiniens de former une voie solide entre Betlehem et Jérusalem — ce qui leur aurait donné une forte assiette (foothold) dans la capitale juive".

Le projet est flagrant de créer autant de faits accomplis que possible avant la poursuite et la conclusion éventuelle de négociations. Et un tel projet ne heurte pas seulement la morale et le droit

international. Il est néfaste même à court terme, comme le faisait remarquer Yossi Beilin, candidat à la succession de Shimon Peres, dans une tribune du Jerusalem Post daté du 2 mai dernier : "Nous avons fait la paix avec la Jordanie, nous étions allés à Casablanca, à Amman et au Caire, nous avons mis fin au boycott arabe, créé des rapports de coopération et de négociation avec 13 états arabes, et nous avons provoqué chez nous un formidable boom économique, au terme duquel notre revenu par habitant avait augmenté de plus de 50% (de 11 000 dollars par an à 17 000 dollars), boom qui nous avait apporté des millions de dollars d'investissements étrangers. Le monde venait à nous. Et les communautés juives à l'étranger percevaient à nouveau Israël comme le centre culturel, moral et économique du peuple juif. [...] Sous la direction du premier ministre Benjamin Netanyahu, l'espoir a pris fin et fait place au désespoir".

La politique de force a fait la preuve de son inefficacité. Il est temps de revenir à une politique réaliste : la politique du dialogue et du respect d'autrui, la politique de "la paix en échange des territoires". ■

Devant l'enlisement de la situation au Proche-Orient, notre Cercle a participé à plusieurs manifestations publiques pour défendre le processus de paix. Nous avons aussi pris l'initiative d'interpeller les instances "représentatives" de la communauté juive de France, en proposant aux autres organisations laïques de cosigner une lettre ouverte au C.R.I.F. Six parmi elles ont répondu favorablement. Le document que vous lirez ci-après a été envoyé au destinataire, puis à la presse. Au moment d'imprimer, il n'y a toujours eu aucune manifestation publique du CRIF.

Monsieur le Président du C.R.I.F. Chers Amis,

Paris, le 6 mai 1997

Il est inhabituel que nous nous adressions à vous par une lettre ouverte. Celle-ci est à nos yeux justifiée d'une part par la grave détérioration de la situation au Proche-Orient et les risques de reprise d'un conflit ouvert qui s'y profilent et d'autre part par le silence persistant à ce propos des organisations ayant vocation à représenter la communauté juive française. Nous avons parfaitement conscience de l'existence de différences de sensibilité entre les diverses composantes de cette communauté vis-à-vis de la situation au Proche-Orient et nous les respectons, comme nous respectons les règles de la démocratie partout où elle est instituée, et cela tout particulièrement en Israël.

Nous adhérons, comme vous, aux efforts accomplis, d'abord par les principaux intéressés eux-mêmes mais avec l'appui de nombreux pays du monde, en faveur du lancement d'un processus de paix au Proche-Orient et nous nous sommes réjouis de la signature, par Israël et les Palestiniens, des accords d'Oslo. Nous pensons que ces accords doivent être respectés par toutes les parties signataires, dans leur lettre comme dans leur esprit. Or il est évident, pour tout homme de bonne volonté, que la décision unilatérale de construire un nouveau quartier juif dans la partie orientale de Jérusalem est une véritable provocation, qui se situe en rupture complète avec le contenu de ces accords et dont il ne faut pas faire semblant de s'étonner qu'elle puisse être utilisée au maximum par les adversaires de la paix dans les deux camps.

Face à de tels événements et aux risques actuels, à chacun de juger ce qu'il peut et doit faire. Nous avons quant à nous, en conscience, pris le parti de dénoncer publiquement et énergiquement cette politique aventureuse du gouvernement d'Israël. Nous l'avons fait notamment le 15 mars dernier, à la Mairie du XXème arrondissement de Paris, à l'initiative de l'Appel des 1000 et des Amis de Shalom Archav, en présence et avec la participation de deux députés israéliens.

Nous vous invitons avec force, et c'est l'objet essentiel de cette lettre, à rompre vous aussi le silence — plus le temps passe, plus il devient assourdissant — et, en refusant ainsi de cautionner passivement cette marche au bord de l'abîme du gouvernement israélien, à favoriser la reprise du dialogue pour la paix, maintenant. Nous vous conjurons d'intervenir avant qu'il ne soit trop tard et que tous nous soyons amenés à le regretter amèrement.

Nous vous prions d'agréer, Chers Amis, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Pour les organisations laïques juives : Cercle Gaston Crémieux, Association des Juifs Humanistes et Laïques, Liberté du Judaïsme, Centre Juif Laïque, Amiratz, Association des Étudiants Laïques Juifs



## Combattre le national-populisme : l'intégration des immigrés

Ph. Lazar, R. Marienstras

Dans le cadre de sa participation à la lutte contre la montée du national-populisme, *Diasporiques* faisait part, dans son précédent éditorial, de son intention de contribuer activement au débat sur l'immigration. Le Cercle Gaston-Crémieux a organisé à ce propos deux réunions successives, les 27 mars et 15 mai derniers. Voici le point où il est parvenu à ce jour de ses réflexions, qui devraient conduire à l'élaboration d'une plate-forme d'action commune avec les organisations qui partagent nos convictions.



Photo : Irène Elster

**D**u questionnaire envoyé aux membres du Cercle après la réunion du 27 mars et qui a suscité de nombreuses réponses, nous avons pu tirer la substance d'une discussion approfondie le 15 mai. Nous rapportons ici les principales conclusions auxquelles nous sommes parvenus, à ce stade, sur les deux thèmes essentiels de l'**intégration** et du rôle de l'école.

Plutôt que de se contenter de quelques opérations locales qui, compte tenu de la réalité de nos "forces", ne pourraient avoir qu'une efficacité limitée, les membres du Cercle sont convenus que c'est en diffusant le plus largement possible des propositions de cette nature, susceptibles de constituer **la base d'une véritable politique de l'immigration**, que nous pourrions apporter une contribution réellement efficace à la lutte contre le national-populisme.

### L'intégration des immigrés<sup>1</sup>

La majorité des membres du Cercle ayant répondu au questionnaire estiment que la question de la gestion des flux migratoires<sup>2</sup> est très délicate et que nous devons faire preuve de beaucoup de prudence en formulant notre position, qui doit porter principalement sur la politique d'intégration<sup>3</sup>. Certains estiment néanmoins qu'il est difficile d'esquiver complètement la difficulté et de s'en remettre purement et simplement "au gouvernement" pour traiter de la question des flux : ils pensent que la réponse devrait être une conséquence directe des propositions faites en termes d'intégration. D'où l'esquisse, qui suit, d'une position de synthèse.

### 1. La France doit revenir de façon ferme au principe selon lequel l'immigration est en soi un facteur positif d'évolution de ce pays

La France a toujours été une terre d'asile et un pays d'immigration. "Pays des droits de l'Homme", elle a de tous temps attiré tous ceux qui, opprimés politiquement, culturellement ou économiquement, ont mis l'espoir de leur vie dans leur venue dans ce pays. Ceux-là ont contribué en retour, au fil des siècles, à sa grandeur et à son rayonnement, lui apportant, entre autres, un enrichissement culturel direct par intégration d'éléments de leur propre culture dans la mosaïque nationale.

Vouloir aujourd'hui oublier tout cela ou arrêter ce mouvement, c'est tout simplement tourner le dos à l'Histoire. C'est aussi un très mauvais calcul. Sans les apports de l'immigration, la France est condamnée, à moyen terme, à une stagnation démographique pratiquement sans appel, et cela au moment même où, quel que soit son ralentissement (au demeurant très limité), la croissance numérique de la population mondiale va se poursuivre de façon inéluctable. Au milieu du siècle prochain, si nous sommes encore quelques dizaines de millions seulement, nous n'aurons aucun moyen de résister à la pression de dix milliards d'êtres humains (si ce n'est plus).

Certains économistes<sup>4</sup> pensent de surcroît, arguments à l'appui, que la seule façon de faire face aux pressions économiques mondiales et de créer dans notre pays de l'emploi est de favoriser massivement l'immigration.

Enfin accepter de faire de l'immigration "un problème", c'est faire peser une suspicion sur tous les immigrés vivant actuellement en

France, y compris sur ceux qui y sont en situation parfaitement régulière.

### 2. La France ne peut agir seule en matière de politique d'immigration-intégration

Personne n'ignore que les pressions migratoires qui s'exercent sur la France s'exercent tout autant sur les autres pays européens, concernés donc au même titre que nous par ce problème, et dans des termes analogues. C'est donc au niveau de l'Europe qu'il faut rechercher des solutions durables, ne serait-ce que du fait de notre marche, sans doute irréversible, vers une intégration à l'Europe de plus en plus marquée. Mais, pour y parvenir, encore est-il indispensable que nous ayons nous-mêmes une doctrine claire à proposer à nos partenaires.

### 3. La France doit accueillir les nouveaux immigrants en prenant acte de leurs spécificités culturelles et en apprenant à les respecter

L'arbre ne doit pas cacher la forêt. Chacun a aujourd'hui en tête les difficultés d'intégration concernant spécifiquement certaines populations immigrées — pour parler clair, celles que l'on sait (ou imagine) être sous l'influence d'une forme particulièrement intense de conditionnement par l'islamisme intégriste. Mais cette catégorie d'immigrants est loin de constituer la dominante numérique de ceux qui souhaitent venir en France. Le serait-elle que cela ne changerait pas fondamentalement la donne : la meilleure et sans doute la seule façon d'agir efficacement en la matière est de créer des conditions politiques et psycho-sociologiques d'intégration des nouveaux immigrés propres à les dissuader de se laisser entraîner dans cette voie.



La triste affaire du "foulard" montre bien les erreurs graves qui peuvent être commises de ce point de vue : en la mettant en exergue de façon inconsidérée (ce qu'aucun autre pays européen n'a fait de manière aussi ostentatoire), n'a-t-on pas contribué à créer un climat de rejet, particulièrement peu propice à l'expression d'une tolérance culturelle dont pourtant nous nous glorifions par ailleurs avec une certaine inconscience ? L'immigration devrait aussi être considérée comme une bonne école d'initiation des Français à l'existence de l'autre<sup>5</sup>.

#### 4. La France doit accueillir les nouveaux immigrants en les informant et en les formant à la citoyenneté

La France doit créer des conditions d'accueil dignes de ce que les nouveaux immigrants attendent d'elle. La meilleure façon de ne pas en faire des marginaux est de les recevoir de façon positive, en modifiant de façon radicale les conditions matérielles de leur arrivée et de leur accueil. Il serait normal qu'en mettant le pied sur le sol français ils aient le sentiment d'être les bienvenus, et non des expulsés en puissance ! Cela modifierait complètement, d'emblée, les sentiments qu'une grande majorité d'entre eux pourrait éprouver à l'égard de notre pays et à contribuer à créer chez eux un réel climat de reconnaissance.

Pourquoi ne pas prévoir, à cette occasion, un bref enseignement d'instruction civique à l'intention des nouveaux venus ? Rien n'interdit qu'on leur rappelle en cette circonstance certaines caractéristiques spécifiques de la France, dont celle d'être une République indivisible, démocratique, laïque et sociale, ayant pour devise "Liberté, Égalité, Fraternité". Envisager de s'intégrer dans un pays, n'est-ce pas en accepter par principe la Loi fondamentale ? Personne ne trouverait choquant que l'on rappelle à ceux qui veulent venir vivre et travailler sur le sol de notre pays ce que signifie sa Constitution, ce qu'elle implique de manière concrète en termes de comportement individuel et collectif, la protection qu'elle apporte ainsi à chacun, dans le respect de ce que sont les autres.

#### 5. La France doit accueillir les nouveaux immigrants en leur donnant concrètement les moyens de s'intégrer dans ce qui peut devenir leur nouvelle patrie.

Au delà des discours, il est indispensable que les nouveaux immigrants soient matériellement aidés à s'insérer dans la société française. L'École doit jouer de ce point de vue un rôle premier (voir ci-après) — mais aussi la protection sociale formelle, notamment en termes d'habitat et de conditions de travail (pas de travail au rabais !). Le meilleur remède que l'on puisse apporter aux inquiétudes des nouveaux immigrants — et par là même la meilleure prévention que l'on puisse concevoir vis-à-vis de leurs craintes éventuelles et

des conséquences de repli sur soi qui peuvent en résulter — n'est-il pas de leur montrer, en leur fournissant aide et protection en matière de recherche d'emploi et d'habitat, qu'ils sont effectivement attendus et bienvenus ?

Ici intervient le délicat problème de l'aménagement du territoire et de la répartition "optimale" des immigrants sur l'espace national. Il est vital que l'on veuille à proposer des schémas d'insertion qui permettent une distribution équilibrée des immigrants sur l'ensemble du territoire, en lieu et place de leur agglutination dans la périphérie de certaines grandes villes. Mais une telle politique ne doit évidemment pas se traduire en mesures de répartition autoritaire des immigrants ! Les "suggestions" en la matière doivent rester totalement compatibles avec le respect des libertés individuelles : elles devraient être des incitations, non des contraintes.

#### 6. Dès lors que l'immigration aurait changé d'image, le problème de l'immigration clandestine perdrait une grande part de son apparente (et pour partie artificielle) acuité

Y aurait-il encore une "nécessité" d'être immigré clandestin dès lors que l'on pourrait immigrer et être intégré en passant par les voies normales ? On peut sérieusement en douter. Et c'est cela même qui constituerait la meilleure réponse de principe au problème initialement évoqué de "gestion des flux migratoires".

Le problème de l'immigration clandestine est, en tout état de cause, sur-dimensionné par la façon dont il est traité, à l'initiative du FN, mais aussi, avec une apparente naïveté, par les res-

ponsables des principaux partis politiques, qui ne dénoncent pas le caractère manifestement hypertrophique qu'on lui laisse ou fait prendre. Du même coup certains des moyens utilisés pour le résoudre et qui sont, on le sait, peu compatibles avec notre conception des droits de l'Homme en finissent par être tolérés sinon reproduits par certains responsables politiques à gauche (les "charters" d'Édith Cresson par exemple...). Accepter en soi de "condamner" sans appel "l'immigration clandestine" n'est-ce pas faire le jeu de la droite et de l'extrême droite, en donnant à penser qu'il y a là véritablement un problème, et que Le Pen seul aurait osé le dénoncer et proposer des mesures pour le résoudre ?

À noter que d'autres pays — et pas toujours dirigés par la gauche ! — ont adopté des solutions immédiates très différentes, beaucoup plus proches du respect des droits de l'Homme que les nôtres (régularisations), ce qui ne les empêche pas de réfléchir à des solutions d'avenir...

#### Conclusion

Accueillir de façon plus chaleureuse les immigrants et instituer des procédures concrètes en faveur de leur réelle intégration dans la société française rétablirait les bases d'une politique positive de l'immigration, susceptible d'apporter à ce problème sensible des réponses enfin à nouveau dignes de notre passé... et aussi de notre avenir ! C'est à la France qu'il revient d'accueillir et d'intégrer dignement les immigrants, dans la tradition des plus belles leçons de son histoire. Ils comprendront alors parfaitement d'eux-mêmes qu'aucune intégration ne peut être inconditionnelle et que, voulant légitimement bénéficier de droits, on doit aussi pleinement assumer les devoirs qui leur sont associés au sein d'une société démocratique et responsable.

C'est dans cet esprit qu'il conviendrait notamment de gérer le problème spécifique des naturalisations.

#### Le rôle de l'École

Une description analytique des réponses des membres du Cercle, disponible sur simple demande, permet de faire apparaître des convergences sur quelques principes fondateurs.

#### 1. L'enseignement est obligatoire jusqu'à seize ans et l'école de la République est gratuite et laïque

Ces principes fondamentaux doivent se traduire dans les faits. L'école de la République doit être accessible à tous, la gratuité doit s'étendre au matériel individuel et à la cantine scolaire. Par ailleurs il faut rappeler avec force que c'est l'école qui doit être laïque, pas les écoliers ! La laïcité de l'école implique une large tolérance vis-à-vis des enfants, qui doivent y être accueillis dans le res-





pect de la diversité de leurs sentiments et de leurs comportements, pour autant que ces comportements restent compatibles avec les prescriptions de la loi.

## 2. La loi de la République est la loi

La loi ne saurait, par définition, être adaptée aux désirs de chacun. Elle s'applique à tous sans dérogations. Ceci vaut en particulier pour les questions touchant aux programmes et à leur suivi, ainsi qu'au port de marques distinctives.

• Dans les écoles, lycées, collèges, etc. **les enseignements** doivent être suivis par tous, il ne peut y avoir de dérogations collectives, qu'elles soient d'inspiration religieuse ou autre. Des dérogations particulières peuvent être accordées par les chefs d'établissements pour des cas individuels. C'est la législation en vigueur, qu'a confirmée le Conseil d'État (Arrêt du 14 avril 1995, qui récusé l'interdiction des autorisations d'absence pour certains élèves juifs, musulmans ou arméniens).

• **Le port d'insignes ou de vêtements particuliers** ne fait problème que s'ils peuvent être considérés comme signes "ostentatoires". Pour

donner une idée du sens qui peut être donné à cette expression, il faut rappeler qu'en date du 13 avril 1995, un tribunal administratif de Lille a jugé que le foulard islamique n'était pas en soi un signe ostentatoire. Le même tribunal a par contre jugé "ostentatoires" les foulards portés par des élèves dont l'exclusion avait donné lieu à des manifestations ; l'intention de participer à une manifestation militante accompagnant le port d'un insigne ou d'un vêtement peut ainsi être à l'origine de l'exclusion d'un établissement scolaire.

## 3. L'école est un lieu privilégié de correction des inégalités sociales, et par là même, un lieu d'intégration

Nombre d'enfants sont aujourd'hui, on le sait, en situation d'échec scolaire grave. Cette situation concerne tout particulièrement les enfants d'immigrés. Dans la mesure où l'école est (ou devrait être) un "banc d'essai" où s'ébauche et se juge une première intégration, des dispositions pédagogiques spéciales sont nécessaires pour remédier à ces situations, et elles ne vont pas sans financements spécifiques.

Il faut aussi s'interroger sérieusement et de manière récurrente sur les pratiques pédagogiques et le contenu des programmes. Sur les premières, parce que toute manière d'enseigner véhicule en soi un objet enseigné ; sur les programmes parce que, quelles que soient les réformes déjà entreprises, il reste encore beaucoup à faire pour que leur contenu évolue au même rythme que la société. "Créer du lien social" doit être la préoccupation première de l'école.

## Conclusion

L'école est le lieu où doivent se résoudre les contradictions qui pourraient apparaître entre la liberté des parents quant à l'éducation de leurs enfants et les principes qui fondent la citoyenneté dans la république et qui ont été rappelés plus haut : tout particulièrement ceux qui ont trait à la laïcité et à la lutte contre les inégalités. Si tel est bien le cas et si la tolérance l'emporte sur les rigidités dogmatiques, l'école peut encore accroître son rôle essentiel en faveur d'une intégration respectueuse des spécificités culturelles, base même d'une société nourrie des brassages de populations qui seront le lot (inévitabile et heureux) du siècle à venir. ■

1. La problématique de l'intégration ne concerne pas que les seuls "immigrés". C'est néanmoins plus spécifiquement de ceux-ci dont il est question ici.
2. L'expression "flux migratoires" est prise ici dans un sens descriptif ("combien viennent d'où").
3. Peut-être même, pensent certains, la question de l'intégration ne devrait-elle pas être séparée de questions plus vastes, comme celle de l'école égalitaire. De façon générale, il faut refuser de se laisser enfermer dans la seule problématique de "l'immigration" qui est loin de constituer le problème réellement dominant aujourd'hui.
4. Robert Fossaert, Michel Louis Lévy, Cent millions de Français contre le chômage, Ed. Stock, 1992
5. "Tu aimeras ton prochain comme toi-même" (!).

# LES LIVRES

## L'Enfant caché

Berthe BURKO-FALCMAN

Ed. Seuil, 1997, 186 p., 65 F

**E**N 1942, à l'âge de quatre ans, Esther est "cachée" chez les Pleygade. Elle en a vingt à la fin du livre lorsque, pensant à l'enfant qu'elle va mettre au monde, elle sent surgir à nouveau la cruelle confusion qui l'a progressivement envahie à mesure qu'elle a su "qu'elle était cachée, qu'elle n'était pas d'ici", puis, après la guerre, lorsqu'elle revint au monde de sa naissance, un monde désormais peuplé de morts : "Peut-être mon enfant va-t-il me haïr de lui avoir donné la vie, la mort ?".

L'habileté technique qui consiste à entrecouper la narration linéaire

d'extraits du journal qu'Esther tiendra après la guerre et qui se font de plus en plus longs au fil du récit, n'est pas un artifice gratuit. Le journal d'Esther c'est, avec l'entrée de "l'enfant cachée" dans le monde et dans l'âge adulte, la subjectivité du personnage qui l'emporte sur la distance du narrateur, balayant avec elle la réserve et la pudeur de l'écrivain. Le style aussi est double, plus orné, plus émotif dans le journal, plus simple en apparence dans un récit dont l'écriture, que l'on connaît à Berthe Burko-Falcmán, atteint la perfection des mots concis, sensibles et justes.

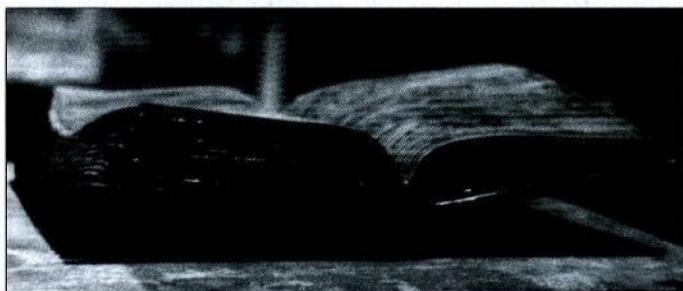


Photo : Irène Elber

Dans les premières pages, la narratrice écrit : "Estelle fut longtemps heureuse chez les Pleygade" et dans ce seul trait, le bonheur évoqué prend toute la poignance de l'éphémère. La dualité de la forme ainsi que l'émotion, d'autant plus forte que constamment contenue en deçà de la sensiblerie, s'accomplissent dans une écriture limpide, apparemment simple, où le travail se fait invisible. On admire que pour un sujet aussi chargé de mémoire tragique, Berthe Burko-Falcmán ait réussi à soutenir d'un bout à l'autre un style aussi dépouillé.

L'Enfant caché, cette œuvre sans vaines fioritures, raconte l'histoire d'une génération d'enfants juifs qui ont connu de la guerre la dissimulation, la transformation, le dédoublement et la solitude la plus radicale, celle de la perte subite, incompréhensible des parents. L'histoire d'Esther devenue Estelle, c'est d'abord le bonheur paradoxal de l'orpheline devenue la petite-nièce d'une brave et bonne famille française, qui garde les vaches, nourrit les lapins et fréquente en sabots l'école du village ; un bonheur qu'elle construit au prix de l'enfouissement au plus obscur d'elle-



même de la mémoire maternelle ; puis c'est ce malheur profond, irrémédiable, invivable de l'Après, que l'enfant de quatre ans avait tenté de conjurer dans sa cachette. Après la guerre, Estelle redevenue Esther ne peut, comme sa tante qui porte dans sa folie la tragédie du monde, revenir au jour, retrouver dans un Paris déserté par tous les siens une vie d'antan, des accents, une chevelure qui appartiennent à un Avant disparu. Esther adolescente luttera au-delà de ses forces pour échapper au destin qui l'a d'abord oubliée mais qui, après avoir englouti sa tante, avoir englouti Daniel, l'enfant-qui-savait-tout, tentera de l'engloutir elle-même. Devant la tombe de Gayla :

*L'officiant pria encore, et tous les assistants pleurèrent sans bruit. Heureux de pleurer. Soulagés de leurs larmes.*

*Avant de s'éloigner, le rabbin souhaita à tous la paix, le réconfort. Et tous s'attardèrent. Les yeux sur la pierre, ils semblaient ne pas vouloir se séparer de cette tombe. Une tombe. Le couple jeune sanglotait. L'homme et la femme se tenaient serrés. Fort. Comme pour se protéger d'une malédiction imminente. Esther comprit, ils étaient les mariés du malheur. Elle eut pitié d'eux. Leur dire que Gayla s'était déjà habituée à être morte. Il ne fallait plus y penser. Pas se laisser embêter par les morts. Il fallait vivre. Elle n'osa pas. L'homme fouilla la neige pour ramasser un gravier. Il le tendit à sa femme qui le déposa sur la tombe. A leur tour ils s'éloignèrent.*

*Esquissant une génuflexion, Esther laissa glisser de sa main sur la dalle les cinq cailloux de Gayla. A toute allure, elle murmura :*

*"Je crois à la résurrection de la chair, à la vie éternelle. Ainsi soit-il".*

La guerre finie, Esther, sortie de sa cachette, est en exil. L'écriture se fait plus lourde d'angoisse, plus tissée de folie, d'incohérences, de lucidité aussi, à mesure qu'elle rejoint l'époque à laquelle Esther nous livre des passages de son journal. Le lecteur — la lectrice — qui a pu se reconnaître avec la nostalgie et l'attendrissement qu'on éprouve pour son enfance éloignée s'imprègne peu à peu du sentiment de vide, du malheur de survivre et de ne pouvoir le faire, à mesure que l'enfant

grandit et qu'elle affronte un monde où le choix qui semble lui être laissé devient insupportable.

Ce livre plein de charme et d'émotion est grave et léger, cruel et attendri. L'histoire de *L'enfant caché* voit défiler une galerie de personnages, des paysans du Sud-Ouest et des danseurs parisiens, le curé du village et le rabbin, la jeune Nénette dont on devine l'accent et la tante Lalka la survivante, qui finalement s'est donné la mort parce que "tout en elle était fatigué de la vie". Chacun a son histoire...

*L'enfant caché*, titre du livre, c'est bien plus que les quelques années de guerre et d'après-guerre d'une petite fille juive ; c'est une chronique dont les acteurs ne s'effaceront pas de sitôt de la mémoire.

Lily Licht

## Éduquer contre Auschwitz : histoire et mémoire

Jean-François FORGES  
ESF éditeur, coll. Pédagogiques,  
1997, 155 p., 138 F

LA MODESTIE DE L'AUTEUR lui fait dire qu'il n'est pas historien, mais professeur d'histoire. On lui concédera que son livre participe de la réflexion pédagogique, mais alors, dans ce qu'elle a de plus noble : l'éducation morale à laquelle tout historien, tout professeur, devrait se sentir tenu. Dans *Éduquer contre Auschwitz*, J.F. Forges pousse l'exigence historique et pédagogique jusqu'à s'affronter au trou noir d'Auschwitz dans l'apprentissage des élèves. Est-il nécessaire d'ajouter que son livre doit aussi bien être lu par tous les adultes ?

Pour respecter J.F. Forges dans son souci de distinguer entre chercheur et pédagogue, je me placerai dans la deuxième catégorie et rendrai hommage à cet homme qui est au sens plein un "honnête homme", celui dont le métier colle étroitement à la conscience morale. Il fait ici honneur à mon métier non seulement par sa résolution d'éduquer, mais par celle d'éduquer contre, en d'autres termes, de se refuser à la fausse position, à laquelle prétendent certains éducateurs, d'une neutralité qu'ils associent trop facilement à la laïcité. La morale

laïque dont tout professeur d'histoire porte la responsabilité est celle du "devoir de mémoire", dont Jean-François Forges dit qu'il "n'a de sens que s'il conduit à la mobilisation pour la vigilance et la résistance sur le présent et le futur" (p. 150).

L'ouvrage *Éduquer contre Auschwitz* est donc écrit par un professeur de lycée qui s'adresse à ses collègues, non tant sur la nécessité d'informer — dont l'évidence est un préalable — que sur la manière, la méthode, les sources qui permettent de transmettre sur le génocide un récit historique vrai, que l'auteur distingue avec une grande subtilité de l'épopée ou du mythe symbolique. Vrai, sinon exact : la connaissance que nous pouvons avoir de la Shoah est, par la force des choses, par la nature de l'histoire, de cette histoire, partiellement inexacte et grandement lacunaire. Pour avoir tenté d'approcher l'histoire des Amérindiens, et pour, comme J.F. Forges nous le rappelle, vivre à l'heure du Rwanda ou de la Bosnie d'aujourd'hui, pour être solidaire des Arméniens, des Tsiganes, des Kurdes et des Biafraïses, je sais comme la plupart d'entre nous que le génocide est un phénomène inconnaissable dans sa totalité et inexplicable par notre seule raison citoyenne et moderne. D'ailleurs, écrit J.F. Forges, il ne faut pas tenter de comprendre Auschwitz. Comprendre, ce serait banaliser ; en quelques pages d'une clarté remarquable et d'une assurance absolument convaincante, J.F. Forges balaie les arguments de ceux qui expliquent la Shoah par des motivations stratégiques ou même par quelque aboutissement d'un racisme — lui-même d'ailleurs foncièrement inexplicable sauf pour ceux qui le partagent. Ce qu'il faut en comprendre, l'auteur d'*Éduquer contre Auschwitz* le situe, en une phrase lapidaire, à la racine ontologique de l'être : "Parmi nous sommeille une puissance bestiale qui peut se déchaîner sous le premier prétexte venu, qu'il soit politique, ethnique ou religieux". Chez les nazis, comme J.F. Forges le montre, il n'était même pas besoin de prétexte pour nier l'humanité d'un peuple et le détruire, après avoir renversé, entre le chien et l'homme, les identités. Est-il, pour un

enfant, plus terrible révélation sur la nature de l'être humain ? Mais cet apprentissage n'est-il pas le seul qui puisse le conduire à la résistance contre toute figure du mal absolu qu'il soit en lui ou hors de lui, une résistance à laquelle l'éducation qu'il reçoit doit l'entraîner ?

L'apprentissage ne peut se faire que dans la rigueur. L'exigence de la rigueur est d'autant plus impérative que la Shoah a été l'objet de trois approches trompeuses ou menteuses que J.F. Forges examine l'une après l'autre : le négationnisme, le révisionnisme et leur contraire, dont il faut tout autant se garder, la sacralisation. Si l'auteur parvient aisément à la dénonciation du négationnisme (comment mieux prouver la réalité du génocide des Juifs que par leur absence ?), il ne néglige pas les arguments des historiens comme Pierre Vidal-Naquet, les témoignages convoqués par Claude Lanzmann dans Shoah, ou les textes sublimes du témoin et écrivain Primo Levi. C'est après examen critique minutieux de tous les ouvrages écrits ou traduits en français et de tout ce qui peut servir de matériel pédagogique sur le génocide que J.F. Forges réfute le révisionnisme : les révisionnistes jouent de l'impossibilité d'atteindre des chiffres exacts ou de situer parfaitement le lieu des ouvrages de mort détruits par les nazis, ou encore de confronter tous les témoins — bourreaux et victimes — d'une époque révolue. Mais ce n'est pas en grossissant les chiffres, en situant abusivement dans tous les camps les chambres à gaz, en travestissant la mémoire des survivants, qu'on servira le mieux la transmission de la vérité de la Shoah et de ce qu'elle a (Forges en assume pleinement l'idée) d'unique. Sacraliser le génocide, en transcender la réalité dans l'ordre du mythe, c'est faire tort aux morts et à la communauté disparue.

Comment faire alors pour donner à connaître ? Forges donne à lire en exemple un récit qu'il construit à partir des seules archives allemandes disponibles pour documenter l'événement de Bielaïa Cerkov en Ukraine (la décision de massacrer des enfants) en juillet-août 1941 : rapports et cor-



responnance officielle de l'époque et témoignages lors du procès après la guerre. Curieusement, malgré un style neutre et dépourvu, le récit de J.F. Forges prend une forte teinte subjective. On sent alors percer l'émotion de l'auteur et l'émotion qu'il cherche à inspirer. Forges a réussi son pari : l'enseignement du génocide ne doit se faire qu'avec la plus grande rigueur ; de cette rigueur didactique doit surgir l'émotion, "la compassion" chez les élèves.

A lire *Éduquer contre Auschwitz*, on éprouve de l'admiration pour l'auteur et ce qu'il appelle de manière pudique de "l'émotion". Le livre de Forges démontre à quel point la connaissance du phénomène indicible du génocide des Juifs requiert une critique vigoureuse des sources, des témoignages, des documents visuels. L'apprentissage ne peut se satisfaire des approximations, non plus que des témoignages poétiques, symboliques ou mythiques comme *La Nuit d'Élie Wiesel*, dont J.F. Forges fait une analyse précise. J.F. Forges appréciera sans doute que l'on place ce livre, malgré son ambition modeste d'une importance majeure, au rang des deux références incontestables qu'il cite et décrit avec chaleur : les ouvrages de Primo Levi et le livre *Shoah* de Claude Lanzmann. Ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage, dont il est impossible de donner un compte-rendu exhaustif, que de donner aux œuvres d'art, littéraires ou cinématographiques, le statut de véhicule de la mémoire et de l'éducation à l'éthique.

Ajoutons que l'auteur a puisé dans une bibliographie toute en français, dont l'importance quantitative et le niveau de qualité peut étonner après une longue période où l'on commentait la carence française au regard de la multitude d'écrits anglo-saxons, surtout américains, sur la Shoah. Ce qui prouve que ces dernières années, s'est intensifié le souci (le courage, enfin !) des Français, de savoir et de faire savoir. Verra-t-on naître en France une "industrie éducative du génocide" à l'image de celle qui prospère aux États-Unis ? J.F. Forges ne se pose pas la question, mais son livre est de cela un admirable contre-exemple.

Élise Marienstras

## L'Histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels

ENZO TRAVERSO  
Éditions du Cerf, 1997

ENZO TRAVERSO, dont nous avons analysé un petit ouvrage dans notre numéro précédent, revient ici sur des thèmes qui lui sont importants (la notion de responsabilité collective, la "déchirure" que marquent Auschwitz et Hiroshima). Évoquant le regard des rescapés sur leur expérience, il en souligne la subjectivité et remarque que les rescapés "ne forment pas un groupe homogène" mais plutôt "une sorte de cercle secret et invisible". Quant aux intellectuels exilés allemands, ils furent à peu près les seuls (et encore seulement quelques-uns d'entre eux), en dehors des victimes, à voir et à essayer de penser Auschwitz. "Leur point de vue n'est ni américain ni allemand, ni non plus celui du judaïsme officiel (religieux ou sioniste). Leur perspective est celle du judaïsme paria, d'une minorité d'apatrides échappés au massacre qui se déroule en Europe". Mais "leur voix ne trouvait pas de destinataires... Ils étaient les avertisseurs inécoutés d'un incendie que personne ne se préoccupait d'éteindre".

"Relue après Auschwitz, l'œuvre de Kafka révèle quelques traits prophétiques" mais "ce que Kafka n'a pas montré, c'est l'occultation du crime... C'était un crime anonyme et caché qui devait se dérober au regard du monde".

Traverso insiste à nouveau sur les écrits de W. Benjamin qui se donna la mort en septembre 1940 et sur ceux de H. Arendt, à qui est consacré le chapitre III. H. Arendt avait compris que "la tragédie du judaïsme allemand résidait dans l'illusion de fonder son émancipation sur le seul accès à la culture, sans prendre acte de son exclusion constante du champ politique". On sait que H. Arendt rendit compte du procès d'Eichmann à Jérusalem. Ce qui la frappa le plus, ce fut la "terrifiante normalité" du personnage. Raoul Hilberg devait contester ce jugement : selon lui Eichmann n'était pas un bureaucrate ordinaire mais un rouage important de l'administration nazie.

On saura gré à Traverso d'avoir consacré un chapitre à Günther Anders, de son vrai nom Stern, qui fut

le mari de H. Arendt. L'auteur le décrit comme un "philosophe étranger au milieu universitaire, militant sans parti, moraliste pourfendeur de tout conformisme, révolutionnaire par désespoir". "Le génocide des Juifs était pour Anders un modèle, la première tentative de destruction systématique d'un peuple par les moyens de la technique moderne, avant que le processus d'extermination soit étendu à l'échelle de l'humanité". Pour lui Claude Eatherly, un des pilotes d'Hiroshima, qui avait tenté de se suicider, était en quelque sorte l'antithèse vivante d'Eichmann. Il lui écrit par exemple : "S'il n'y avait pas en face d'Eichmann des hommes comme toi, nous aurions tout lieu de nous désespérer".

Le chapitre V est consacré à Horkheimer et Adorno (école de Francfort). Traverso insiste sur la "judéité consciente et assumée de Horkheimer" dont on retiendra la réflexion sur notre "devoir" : "le hasard par lequel nous avons échappé (à la mort) ne doit pas mettre en question l'union avec (les victimes) mais la rendre plus certaine... Nous sommes ici pour exprimer leur désespoir et leur nostalgie". Les chapitres suivants concernent Paul Célán, Jean Améry (de son vrai nom Hans Mayer) et Primo Levi. Améry et Levi appartenaient à la

même génération et furent déportés après s'être engagés dans la résistance antinazie. On ignore s'ils se rencontrèrent à Auschwitz et leur correspondance engagée après la guerre a disparu. "Tous les deux, selon leur propre témoignage, étaient devenus Juifs à Auschwitz". Améry se suicida en 1978 et Levi en 1987.

Le chapitre VIII est consacré à deux intellectuels engagés non juifs, l'Américain Dwight MacDonald et le Français Sartre, dont les essais parurent en 1945 et 1946. Sartre, qui tenait Flaubert et Goncourt pour "responsables de la répression de la Commune parce qu'ils n'ont pas écrit une ligne pour l'empêcher", accueillit par le silence, comme les autres écrivains "en situation", le retour des survivants des camps de la mort.

Dans sa conclusion Traverso insiste sur l'héritage universel d'Auschwitz : les intellectuels juifs qu'il a analysés dans ce livre "n'auraient jamais accepté de faire de leur souffrance la source d'un culte privé... Penser Auschwitz, c'est essayer de comprendre pour moraliser l'histoire... pour finalement apprendre, selon l'expression d'Ernst Bloch, "la marche debout de l'humanité".

Françoise Weil (Dijon)

### COMMUNIQUÉ DIFFUSÉ AVANT LES ÉLECTIONS PAR LE CERCLE GASTON-CRÉMIEUX

Face à la manœuvre tactique qui a conduit le Président de la République à dissoudre l'Assemblée Nationale en dehors de toute réelle nécessité, le Cercle Gaston-Crémieux invite ses membres et ses sympathisants à s'engager, et notamment à faire campagne contre une éventuelle tentation d'abstention.

La gauche, dans sa diversité, est attachée à des valeurs (justice sociale, laïcité, plein exercice de la démocratie) qui n'ont rien perdu de leur légitimité et de leur force face au libéralisme économique triomphant, générateur d'inégalités, de rejets et d'exclusion. Ayant de tout temps fait siens ces choix, le Cercle Gaston Crémieux joint sa voix à celles qui demandent qu'une priorité absolue soit aujourd'hui accordée à la résorption du chômage, seule façon efficace de faire barrage à la montée du national-populisme. Mais il tient également à mettre en valeur trois autres priorités à ses yeux essentielles : une réelle politique d'intégration des immigrés qui, dans le respect des lois de la République, ne les contraigne pas à renier ce qu'ils sont ; le développement intensif des dimensions sociales de l'Union Européenne, aujourd'hui tragiquement inexistantes ; le soutien massif de l'École publique, base irremplaçable de notre avenir.

Rendu vigilant par les expériences passées, le Cercle Gaston Crémieux appelle à exercer une pression continue pour qu'au-delà des engagements électoraux ces orientations soient effectivement prises et traduites dans les faits par la gauche revenue au pouvoir.

Encore faut-il pour cela que la majorité bascule : à chacun, selon les conditions particulières de sa circonscription, d'agir de telle façon que la gauche soit présente et victorieuse au second tour.

Cercle Gaston Crémieux. (16 mai 1997)

## Polémique : sur le livre de Daniel J. Goldhagen<sup>1</sup>

### Daniel J. Goldhagen, le terrible simplificateur

Rita Thalmann

#### L'objectif de l'auteur et son "modèle explicatif"

D'emblée, Goldhagen affirme qu'il entend remettre en cause un demi-siècle d'historiographie de la Shoah en postulant la primauté et la centralité absolue d'un "antisémitisme éliminationniste" des Allemands un siècle avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, voire même depuis Luther. Tous les autres facteurs explicatifs de l'instauration du régime nazi jusqu'à son évolution durant la guerre sont qualifiés d'événements "normaux", relativement faciles à comprendre, donc exclus du modèle explicatif... Encore qu'ils resurgissent dans l'étonnante préface à l'édition allemande.

Ce qui frappe dès l'introduction intitulée "Repenser l'Holocauste", c'est l'assurance non dénuée d'arrogance du jeune chercheur qui refuse ou veut ignorer les travaux antérieurs. Car, selon lui, ils n'auraient traité correctement (jusqu'où va le *politically correct* ?) ni la nature de l'antisémitisme allemand, ni son rôle central dans la perpétration du génocide des Juifs (la mise à mort des malades mentaux, le génocide des Tsiganes, l'éradication des populations slaves ne méritent pas d'être pris en compte...); les auteurs antérieurs n'auraient pas compris davantage la nature particulière du peuple allemand — transfert singulier sur le peuple du "Sonderweg" de l'histoire allemande ! D'où ce qu'il appelle sa "refonte théorique", c'est à dire une révision radicale du modèle explicatif, postulant que *"les convictions antisémites des Allemands ont été la cause centrale de l'Holocauste, l'origine non seulement de la décision d'Hitler d'exterminer les Juifs d'Europe (acceptée par beaucoup), mais aussi la bonne volonté mise par les exécutants à faire violence aux Juifs et à les assassiner"*.

Somme toute, Hitler n'aurait été nécessaire que pour exécuter la volonté du peuple. Nul besoin donc de sept années de régime nazi, de conditionnement, de guerre, pour arriver à ce que l'historien Karl Schleunes a appelé "l'itinéraire tortueux menant à Auschwitz" (*The Twisted Road to Auschwitz*), itinéraire qui part de l'intention d'Hitler de se débarrasser des Juifs du Reich et de sa réalisation jusqu'en 1939 par des mesures de plus en plus radicales d'exclusion économique, politique, sociale et culturelle visant à les contraindre à l'émigration. La radicalisation ultérieure a été liée à la dynamique, renforcée par le "laisser-faire" des démocraties occidentales, manifeste depuis 1933 et davantage encore à partir de "l'année décisive" de 1938, qui a vu l'Anschluss et la violence du premier pogrom en Autriche, l'échec de la Conférence d'Évian pour l'accueil des réfugiés, la capitulation de Munich, suivie de l'expulsion des Juifs polonais du Reich — véritable banc d'essai des futures déportations et du pogrom de la "Nuit de Cristal". Les directives de Goering à Heidrich du 31 juillet 1941, nullement mentionnées par Goldhagen, précisent clairement la substitution à la politique d'émigration forcée d'un projet de "solution d'ensemble et finale de la question juive",

rendu nécessaire et possible par l'évolution de la guerre et l'expansion territoriale du Reich. Rupture certes déjà annoncée par les discours d'Hitler de janvier 1939 sur le sort réservé aux Juifs en cas de guerre, déjà appliquée dans les territoires conquis à l'Est, mais officialisée par Himmler en novembre 1941 (date initialement prévue pour la conférence de Wannsee) qui interdit toute émigration juive des territoires sous contrôle allemand.

On peut multiplier les exemples de la manière d'é luder l'évolution historique et politique pour étayer la thèse d'une centralité de "l'antisémitisme éliminationniste" des Allemands, cette thèse ne se limite d'ailleurs pas au III<sup>e</sup> Reich, mais va jusqu'à reprendre la thèse, largement infirmée par l'historiographie de l'Allemagne, d'une ligne allant de Luther à Hitler. Si Goldhagen suggère, en passant mais sans s'y attarder, la comparaison avec l'antisémitisme d'autres pays comme la Russie tsariste ou la France de l'*Affaire Dreyfus*, il n'analyse pas davantage le rôle de l'Autriche, pourtant patrie et premier terreau nourricier de l'antisémitisme viscéral des principaux artisans de la "solution finale", dont Hitler lui-même, Eichmann et 70 % de ses collaborateurs directs chargés notamment de l'organisation des déportations des pays occupés : Kalterbrunner, successeur de Heidrich après l'exécution de celui-ci par la Résistance tchèque, Globocnik, pionnier avec Franz Stangl du perfectionnement dans la région de Lublin des techniques d'extermination massive. Il faut rappeler que l'Autriche, qui, après l'Anschluss, représentait 8 % de la population du Reich, a fourni 40 % de l'encadrement des camps d'extermination...

Autre aspect significatif de la volonté d'écarter tout ce qui va à l'encontre du modèle explicatif : si l'antisémitisme avait été si constamment et si explicitement "exterminationniste" en Allemagne, comment comprendre que des Juifs y aient non seulement acquis des positions souvent enviables dès leur émancipation au XIX<sup>e</sup> siècle, mais aussi développé les institutions les plus importantes et les mieux organisées du judaïsme d'Europe Occidentale ? Au point d'y constituer la minorité juive la plus nombreuse, et d'attirer depuis le tournant du siècle quelque 100 000 coreligionnaires de l'Est, qui fuyaient les pogroms. Comment expliquer qu'une majorité de Juifs allemands aient refusé, encore après l'arrivée au pouvoir des nazis et jusqu'au pogrom de 1938, de quitter un pays et une culture auxquels ils étaient attachés au point de conserver, malgré les discriminations, la conviction de pouvoir continuer à vivre en s'adaptant dans un État respectueux d'ordre et de légalité, distinct du parti et de ses fanatiques. Ce que nous considérons a posteriori comme une tragique illusion relevait jusqu'en 1938 d'une conviction renforcée par les phases de rémission ; notamment lors de la pause de 1934, année de la crise intérieure avec le conflit SA/Wehrmacht ou de la crise extérieure avec l'Italie après l'assassinat du chancelier

1. *Les bourreaux ordinaires de Hitler, les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Seuil 1997, p. 447



Dolfuss et la première tentative d'annexer l'Autriche ou encore en 1936, à cause des Jeux Olympiques, événement capital pour le régime au point de le faire renoncer aux représailles après l'attentat mortel contre le chef nazi Gustloff perpétré en Suisse par David Frankfurter — contrairement à celles déclenchées en novembre 1938 après l'attentat similaire de Herschel Grynszpan à Paris. L'auteur ne prend en compte l'évolution ni de la politique intérieure ni de la politique extérieure du III<sup>e</sup> Reich jusqu'à la guerre, avec leur répercussion sur le sort des Juifs, évolution étroitement liée à l'attitude des démocraties occidentales. Or, la France signa avec l'Allemagne un traité de coopération et d'amitié trois semaines après le pogrom de la "Nuit de Cristal"...

### Un antisémitisme "éliminationniste" ?

Certes, il y eut dans l'antisémitisme austro-allemand, à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une dimension raciale plus marquée que dans d'autres pays d'Europe à forte identité nationale et/ou religieuse. Spécificité introduite avec l'invention en 1879 du terme antisémite par Wilhelm Marr, et le lancement d'un mouvement de même nom — néanmoins limité à des groupes restreints par rapport à l'antijudaïsme chrétien traditionnel, largement répandu dans la plupart des pays, et dont il entendait se démarquer radicalement. Des historiens comme George L. Mosse, voire un témoin de premier plan comme Helmut von Gerlach, passé de la mouvance antisémite militante, dont il fut même député, au courant démocrate pacifiste en 1917 (avant de devenir quelques années plus tard, grâce au soutien de Victor Basch, l'un des fondateurs de la section allemande de la Ligue des Droits de l'Homme), ont montré l'hétérogénéité de ce courant, sa faiblesse et son manque de cohérence structurelle jusqu'en 1917. Des études récentes sur la propagande nazie jusqu'en 1933 ont montré également que pour conquérir l'électorat conservateur, nécessaire pour atteindre une majorité et accéder au pouvoir, le parti d'Hitler alla jusqu'à mettre une sourdine à sa virulence antisémite, en axant davantage son discours sur le "système des criminels de novembre" (c'est à dire la république de Weimar) et sur le péril bolchevique.

Bien que l'auteur s'en défende dans la préface allemande et dans sa réponse aux critiques, la thèse de la responsabilité collective apparaît dès le début de l'ouvrage, elle est poussée à certains moments jusqu'à l'essentialisme, avec le constat que les Allemands ne sont pas un peuple comme les autres. Quitte à écrire dans la préface allemande que leur antisémitisme serait resté passif sans l'arrivée au pouvoir des antisémites les plus acharnés, décidés à transformer leurs fantasmes en politique nationale. D'où la formule "pas de génocide de Juifs sans les nazis et sans Hitler". De même que Goldhagen souligne dans cette préface — ce qui n'est pas dit dans le texte — que le génocide n'a été possible qu'à cause de la puissance militaire du III<sup>e</sup> Reich, qui lui a permis de dominer l'Europe continentale. Il y a là, de même que dans l'alternance des généralisations, un manque manifeste de cohérence.

Apport réel de l'ouvrage : la présentation quasi clinique de trois processus de mise à mort des Juifs — les camps de travail, les massacres à l'Est, les marches de la mort, peu étudiés jusqu'à présent. Ils concernent aussi, ce qui n'est pas dit, les victimes non juives, en particulier les Tsiganes, les partisans et prisonniers de guerre soviétiques et d'autres victimes concentrationnaires. Ce qui n'enlève rien au mérite de ramener l'attention sur les "exécutants ordinaires", de leur donner un visage, de sortir de la réification de

la machine à tuer. D'autant que l'on sait aujourd'hui que sur les quelque 5,1 millions de victimes juives, environ 3 millions périrent par gazage ; 1,3 millions par massacres, 800 000 par mauvais traitements et privations. Ce qui n'autorise cependant pas, comme l'a montré l'étude rigoureuse de Christofer Browning sur le 101<sup>e</sup> bataillon de police auxiliaire (version française : Des hommes ordinaires, publié en 1994), d'en déduire une généralisation du style "La fidélité des Allemands à leur entreprise d'extermination défie l'entendement". Car même s'il y eut cent mille, voire plusieurs centaines de milliers d'exécutants qui n'étaient d'ailleurs ni tous "ordinaires" ni tous allemands, leur degré d'implication (et c'est tout de même l'une des caractéristiques nouvelles du projet nazi d'extermination dans un pays hautement industrialisé) variait en fonction du morcellement des tâches. De même que la population allemande ne peut être considérée comme approuvant massivement la "solution finale" dans un régime de censure et de répression renforcée à partir de 1941/1942. La plupart avaient certes vu l'arrestation, voire la déportation des Juifs. Les exécutants allemands de toute nature engagés à l'Est informaient leur entourage sur les massacres, mais peu de gens connaissaient — si ce n'est par des rumeurs — la destination finale des déportés juifs et l'existence à l'Est des grands centres d'extermination par gazage ; centres que Goldhagen considère comme surestimés — un épiphénomène par rapport aux autres formes de mise à mort. De quoi se demander pourquoi les négateurs de la Shoah s'acharnent depuis un demi-siècle à en nier l'existence. Il est gênant aussi de constater à quel point, pour conforter son modèle explicatif, l'auteur minimise la responsabilité des exécutants d'autres nationalités, en particulier des pays de l'Europe de l'Est, des régimes collaborateurs, ainsi que le rôle du silence et de la passivité des démocraties, au moins aussi bien informées que la population allemande — et certainement plus aptes à intervenir.

### Que penser en fin de compte de cet ouvrage ?

Beaucoup d'éminents spécialistes, tels Fritz Stern, Yehouda Bauer, Eberhard Jächel, Philippe Bourrin, pour n'en citer que certains, ont apprécié les aspects nouveaux des études de cas, mais critiquent sévèrement la monocausalité et l'impasse du modèle explicatif. En allant de la périphérie au cœur du débat, je m'en tiendrai à quelques observations.

Il est d'abord surprenant que la thèse d'un jeune chercheur ait bénéficié d'un accueil médiatisé et public sans comparaison avec celui d'un ouvrage aussi fondamental que *La destruction du judaïsme européen* de Raoul Hilberg, qui vient d'ailleurs d'en relater les avatars dans *Politiques de la Mémoire* (Gallimard, 1996). Indéniablement, les scènes de violence à la limite du supportable touchent la sensibilité des générations d'après-guerre, imprégnées d'images-choc transmises à longueur de journée par les médias. De plus, la simplicité du modèle explicatif séduit davantage que la complexité de la "voie tortueuse" qui aboutit à la solution finale. S'y ajoute enfin, à l'adresse du public allemand, cette préface doublalement rassurante parce qu'elle introduit d'une part un habile plaidoyer relativisant la monocausalité du modèle explicatif, et qu'elle décerne d'autre part un brevet d'humanisme et de démocratie aux citoyens de l'actuelle R.F.A.

Distinct de ce premier niveau il y a ce que d'aucuns appellent déjà "une nouvelle querelle d'historiens". Encore que celle-ci diffère par son origine, puisque lancée non par des universitaires



allemands, mais par un chercheur américain en sciences politiques. Différente aussi par l'ampleur et la diversité des réactions internationales généralement positives concernant les trois études de cas, mais souvent sévères dans la réfutation du modèle explicatif. Celui-ci ne vise certes pas, comme celui de Nolte, Stürmer, Hillgruber et quelques autres, à relativiser la responsabilité allemande dans la "solution finale" mais aboutit, en la poussant au contraire jusqu'à l'essentialisme d'un peuple judéocide, à relativiser la portée universelle d'un phénomène dont l'ampleur et la nature défient l'entendement.

Beaucoup d'historiens, en particulier ceux qui ont consacré leur survie à tenter de le comprendre et de le faire comprendre, ont éprouvé un profond malaise à la lecture de cette thèse, parée du prestige de l'Université de Harvard et de la caution d'universitaires dont aucun, hormis le père de l'auteur, ne semble être un historien de ce domaine. Vouloir innover et sensibiliser un large public à une pro-

blématique aussi fondamentale ne peut qu'être salutaire pour la transmission de la connaissance aux nouvelles générations. A condition de ne pas tomber dans la provocation d'un révisionnisme radical, avec un modèle explicatif construit à coups d'affirmations péremptives, d'interprétations fondées sur l'omission et la sollicitation des faits au mépris des règles élémentaires de rigueur scientifique.

Répondre à la question si complexe du "comment a-t-on pu en arriver là ?" par une explication aussi réductrice que la présentation d'un massacre voulu et exécuté par un peuple dont la haine des Juifs — hormis la cible visée — ne différerait pas somme toute des haines ethniques et religieuses qui ont inspiré d'autres massacres au cours de l'histoire et s'en inspirent encore jusqu'à nos jours — bloque la compréhension au lieu de l'éclairer. A réduire de la sorte la criminalité des nazis et la conception du monde qui la soutend, que reste-t-il de sa spécificité et de celle de la "solution finale" ? ■

## Comprendre le succès de Daniel J. Goldhagen,

Jean-Charles Szurek

Je suis en tous points d'accord avec Rita Thalmann.

Mais deux questions m'occupent à propos du livre de Goldhagen : — pourquoi est-il devenu un phénomène de société, traduit en dix langues ? — pourquoi a-t-il provoqué une ire généralisée chez les spécialistes (ils ont été nombreux à lui consacrer un article : rien qu'en France plusieurs dossiers lui ont été dévolus, un dans *Les Temps Modernes*, un autre dans *Le Débat*, sans parler d'articles dans d'autres revues ou journaux).

Réduire l'ouvrage de Goldhagen à une opération savamment préparée de politique éditoriale — on l'a même comparé au feuilleton américain *Holocaust* — me paraît ne pas tenir compte de certaines de ses caractéristiques qui sont au cœur de la controverse. Tout d'abord il y a, fait assez rare dans les mœurs universitaires, surtout dans un domaine où tant d'œuvres existent déjà, une posture scientifique prophétique, i. e. annonçant, à partir de ses propres travaux, une explication majeure de la Shoah, mais une explication qui fait fi de tout le savoir accumulé pendant cinquante ans. Non que l'ouvrage de Goldhagen soit exempt de références bibliographiques — il en est au contraire suréquipé — mais rares sont les historiens à trouver grâce à ses yeux. La posture prophétique obéit visiblement à un genre particulier : elle doit précéder, accompagner et suivre, dans un territoire déclaré vierge, une idée fixe qui sera d'autant plus percutante qu'elle s'ancrera dans les mémoires des passés douloureux. Le talent du "prophète" consistera précisément ici à interpellier ces mémoires — c'est le rôle social qu'il s'attribue — à partir de la légitimité scientifique qu'il recherche.

L'idée fixe chez Goldhagen, le postulat qu'il veut démontrer, c'est l'antisémitisme éliminationniste, caractéristique selon lui de la culture politique allemande, devenu un antisémitisme d'extermination en raison de la guerre. Si rien n'était cette thèse, et Rita Thalmann le démontre amplement, rien non plus n'aurait été ce qui lui est corollaire : la thèse de la culpabilité collective qui imbibe cet ouvrage, bien que Goldhagen s'en défende à différents endroits du livre. Cette phrase, l'une de celles que l'on assène quand on tire un bilan, suffit à disqualifier Goldhagen : "L'Allemagne nazie était peuplée de gens animés par des croyances à l'endroit des Juifs qui les ont poussés à accepter de leur plein gré de se transformer en tueurs. L'étude des agents de l'Holocauste, notamment des hommes des bataillons de police, échantillon représentatif de la population allemande, et donc de l'attitude des Allemands ordinaires à l'égard des Juifs, nous oblige à adopter cette conclusion pour l'ensemble du peuple allemand, en raison de la représentativité

même de ces agents" (p. 147). Or rien dans son ouvrage ne démontre ce propos. Rien ne nous dit en quoi le bataillon de police étudié serait représentatif de la population. L'administration de la preuve, décisive pour une thèse aussi forte, fait donc défaut.

Pourquoi "les piliers du temple ont-ils alors tremblé", selon la formule d'un des historiens impliqués dans cette discussion ? Pourquoi a-t-il obtenu le prix Gabriel A. Almond de l'Association Américaine de Science Politique, peu coutumière pourtant d'irresponsabilité scientifique, et que son jury, présidé par Stanley Hoffman, peu suspect lui aussi de légèreté, lui a décerné sa thèse avec les honneurs ? Pourquoi, aussi, a-t-il obtenu le *Demokratiepreis* que lui a remis Jürgen Habermas ? La raison en est simple : c'est qu'il y a dans le livre — épais — de Goldhagen une innovation historique, une innovation sur les *exécutants* du génocide qui a convaincu certains de ses pairs et touché une partie du public allemand. Rares sont les recherches sur les exécutants et c'est un domaine où elles se développent. Il y eut d'ailleurs, avant le livre de Goldhagen, celui de Christopher Browning qui, à partir d'un même matériau (archives sur le 101<sup>e</sup> bataillon de police à Ludwigsburg), aboutissait à des conclusions différentes. Les titres de ces deux auteurs sont d'ailleurs symptomatiques : pour Goldhagen, il s'agit d'*Allemands ordinaires*, pour Browning — d'*hommes ordinaires*<sup>1</sup>. Dans l'ouvrage de Goldhagen, il y a donc une description inédite de ces meurtriers ordinaires, de leur répugnance — pour certains — à obéir, puis de leur accoutumance aux tueries, bref une réflexion sur leur sociologie propre. L'auteur relate comment, entre deux massacres, ils déploient une "vie sociale" propre à une armée d'occupation : ils jouent au football, se restaurent, font venir leurs femmes... Goldhagen s'interroge sur les photos — insoutenables — prises par ces soldats ; pourquoi leurs auteurs ont-ils tellement tenu à laisser ces actes à la postérité ? "Pourquoi, dit Goldhagen, les tueurs tenaient-ils à ce que leur femme, leur petite amie, voire leurs enfants connaissent leurs meurtres et leur cruauté ? Pourquoi se réunissaient-ils pour fêter leurs grands massacres ?" Pour qui ne connaît ces actes que par les témoignages des rescapés ou des témoins, cet accompagnement et ce regard sociologique insupportable des tueurs apporte à la connaissance de leur mentalité un éclairage nouveau et, à vrai dire, cet ouvrage aurait été beaucoup plus novateur si ces aspects avaient été davantage développés.

C'est donc parce que ce type de recherche — tout comme celle de Browning (en l'occurrence, je ne crois pas qu'il faille les dissocier) — étend la

1. Christopher Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101<sup>e</sup> bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Éditions Les Belles Lettres, 1994.



connaissance sur les criminels nazis à des catégories qui pourraient figurer dans chaque famille allemande que le public de ce pays en a été ébranlé, tout comme il a été ébranlé par la récente exposition des crimes de la Wehrmacht. Cette approche-là étend l'étude du génocide et ne la banalise nullement, comme il a été dit. Elle fixe l'attention sur les meurtriers "ordinaires" et non sur les grands criminels connus (les Höss, Frank, Mengele, Globocnik, etc.).

Il reste enfin à comprendre pourquoi il y a eu un écart manifeste entre l'opinion, en particulier allemande, et les spécialistes, surtout les historiens, à propos du livre de Goldhagen. L'une des raisons avancées, y compris d'ailleurs par Rita Thalmann, c'est que le public aurait besoin d'explications simples auxquelles s'opposerait "la complexité de la voie tortueuse qui aboutit à la solution finale". Si la critique par ses pairs historiens du livre de Goldhagen, de sa thèse, de sa démarche, de ses simplifications me semble entièrement fondée, car se situant dans un même champ scientifique, l'analyse de sa *réception sociale* en revanche n'obéit plus aux mêmes règles. Rien ne nous autorise à proclamer que la simplicité est du côté du public et la complexité du côté des historiens.

L'historien se trouve assurément dans une situation difficile car il doit, lui le spécialiste de "son domaine", répondre à la "demande sociale" de ce même domaine, réponse pour laquelle il n'est pas nécessairement le mieux armé. En d'autres termes, le *besoin du passé*, ce passé sur lequel il travaille, correspond autant à une exigence de mémoire qu'à une soif de connaissance. Plus exactement, l'exigence de mémoire, à condition qu'elle ne s'aveugle pas par ses propres passions, peut motiver la connaissance du passé. Dans l'affaire Goldhagen, il y a une étrange transgression dont est d'abord responsable Goldhagen lui-même. En confondant posture de recherche et posture morale, en croisant de façon ambiguë les regards du présent et du passé, en jouant de façon prophétique sur la culpabilité allemande, il a touché le public certes en agissant sur sa mémoire, mais indisposé un nombre impressionnant de spécialistes pour la même raison. Quant à ces derniers, qui l'ont blâmé, souvent à juste titre, leur critique est trop souvent sortie du strict champ de la discipline pour se répandre imprudemment dans l'espace social, piège où Goldhagen excelle. ■



Photo : Philippe Lucar

## Varsovie se tait (après l'incendie)

Bogna Pawlisz

*Dans les derniers jours de février 1997, des "inconnus" ont lancé de nuit une sorte de cocktail Molotov par le vasistas de l'entrée de la synagogue de Varsovie. Le feu a pris. L'incendie a été aperçu rapidement, et les pompiers sont arrivés à temps pour que la salle de prières soit sauvée. Seule l'antichambre a brûlé. L'émotion parmi les Juifs de Varsovie a été intense. Le lendemain, la communauté juive de la ville a célébré un office auquel étaient conviés tous les habitants de Varsovie. Il y a eu du monde. Mais il y a eu aussi des absences remarquables. Voici des extraits de l'article traduit de Yidele, modeste publication de la jeunesse juive de Pologne, dû à la plume de Bogna Pawlisz, sa rédactrice en chef, une courageuse jeune femme laïque et "diasporiste", désormais notre correspondant à Varsovie.*

**L**a communauté juive a réagi avec sagesse à la tentative d'incendier la synagogue. Elle aurait pu s'enfermer dans sa douleur, considérer que l'environnement polonais était irrémédiablement hostile, s'adonner au dénombrement des coupables. Au contraire, elle a eu le souci de la justice et a offert aux habitants de la ville une occasion de sauver la face, de se montrer dignes d'une capitale européenne. Tous les gens "fréquentables" ont été conviés à l'office du soir.

Les représentants de la communauté ont accueilli leurs visiteurs en soulignant combien ils appréciaient les gestes de solidarité des Varsoviens. Cependant, il est difficile de ne pas penser qu'ils prenaient leurs désirs pour des réalités. Les Varsoviens n'ont pas honoré la synagogue de leur visite. On y a vu arriver des politiciens, des représentants des autorités, des journalistes et des Juifs. Les voisins polonais, tant attendus, ont manqué [...] Le maire de Varsovie, Marcin Swiecicki, a dit lors de la cérémonie à la synagogue : *Au nom des habitants de Varsovie, je vous transmets l'assurance d'une profonde solidarité avec tous les Juifs de Pologne [...]. En tant qu'autorités de la ville, nous ferons tout pour l'éducation des jeunes générations, pour que la cohabitation entre les gens de confessions différentes soit empreinte de concorde, d'amitié, d'amour...* Pourtant, les écoles se taisent. Les universités se taisent. Aucune rencontre n'a été organisée, aucun geste fait. Il n'y a eu aucune réaction ni des organisations estudiantines, ni des autorités universitaires. Le scoutisme polonais se tait également. Toute la ville se tait [...]

Dans notre ville, une manifestation antinazie a été organisée en novembre dernier, pour l'anniversaire de *La Nuit de Cristal*. Cette même ville ne voit pas sa synagogue en feu. Rien ne justifie ce silence. Varsovie occupée s'était déjà tue quand brûlait le ghetto. Aujourd'hui, c'est la capitale libre d'un pays indépendant qui garde le silence. On aurait pu espérer des manifestations, des slogans condamnant de telles attitudes de haine et d'agression. Les Varsoviens savent faire des monuments. Les briques empilées dans ce but sont une vieille tradition. La population de Varsovie vient de rater l'occasion de bâtir un monument à l'amitié — en offrant à la communauté juive un nouveau portail [pour remplacer celui qui a brûlé]. Voici qui aurait rétabli non seulement l'entrée du temple, mais aussi le sentiment de sécurité.

Nous avons besoin de gestes de solidarité forts et clairs. Nous avons besoin de voir nos concitoyens s'unir contre les fausses idéologies qui mènent à l'injustice. C'est pourquoi j'ai eu tant de joie à voir le lendemain des fleurs déposées devant l'entrée brûlée. Il y en avait peu. Il y en avait très peu, mais chacune était un signe de réconfort. [...] Je voudrais croire que de tels événements dramatiques n'arriveront plus — et s'ils devaient se produire encore, que Varsovie ne se tairait plus. ■



Photo : Irène Elster

Varsovie, janvier 1997



Photo : Sylvie Lévy

## Vacances familiales Sylvie Kuczynski-Lévy

**T**out d'abord, puisque *Diasporiques* se veut un lieu d'échanges, merci à Philippe et à Benjamin Lazar d'avoir, par leur récit (*Diasporiques* n° 1), secoué ma paresse et stimulé mon envie de raconter "notre" voyage.

Il débute en septembre 1995, quand Benjamin, notre garçon de dix ans, commence à s'intéresser à la généalogie et me demande des dates et des documents concernant ses ascendants maternels. J'interroge ma sœur et je cherche partout dans la maison d'Eaubonne où nous avons grandi et que j'habite avec ma famille depuis la mort de mes parents. Je tombe sur une boîte pleine de manuscrits conservés secrètement par mon père ; parmi ces papiers je trouve des documents relatifs au Cantal, où il avait été caché pendant la guerre. Je me souviens alors des longues lettres — c'étaient les seules — que mon père écrivait chaque premier janvier à deux familles de cette région : les R. et les B. Je décide alors de faire un voyage avec ma famille pour retrouver leurs traces. Avec l'aide d'un historien du Cantal, avec lequel je me mets en relation, et celle du Minitel, les contacts sont pris avec les deux familles. L'une d'elles tient un hôtel où nous pourrions loger. Je rassemble aussi des photos non légendées, sur lesquelles je peux uniquement identifier mon père parmi d'autres personnes et sur un fond de montagnes susceptibles d'appartenir à des paysages du Cantal.

Avril 1996 : c'est le départ. Nous passons d'abord dans le Limousin chez un compagnon d'études de mon père. Il nous parle de la Pologne, où tous les deux sont nés, du *numerus clausus* qui y était en vigueur à l'époque pour les étudiants juifs, de la faculté de médecine de Strasbourg où ils sont allés faire leurs études. Nous repartons, via quelques camps d'internement et de travail où mon père aurait séjourné : Nexon (deux baraquements visibles dans une propriété privée, abandonnés au bon vouloir du propriétaire, qui cependant est au courant) ; Soudeilles, où le nouveau maire (élu en 1995) vient de faire défricher l'emplacement du camp, où l'on peut voir une cahute qui aurait servi de latrines ; le témoignage de la femme de l'élu est précis, car sa maison jouxte ce lieu et elle se souvient parfaitement, nous a-t-elle raconté, de l'épisode de l'incendie du camp par des Allemands. Elle avait alors environ neuf ans.

Nous arrivons ensuite à Clairvivre (Dordogne), ville-hôpital incroyablement moderne pour l'époque par son architecture et par sa vocation initiale : réinsérer les gazés de la Première Guerre mondiale. C'est là que fut repliée la faculté de médecine de Strasbourg en 1939. Là, les émotions continuent ; nous allons à la mairie ; présentations et discussion avec le maire, qui nous donne accès aux archives où je retrouve la fiche d'arrivée de mon père, signée de sa main.

Dernière étape : le Cantal et la vallée de la Jordanne. Cette vallée est splendide, très boisée — on se croirait en haute montagne. Nous sommes seuls dans "l'Hôtel des Touristes" des B... Singuliers touristes, en vérité ! Il y a là la grand-mère B., sa fille avec son mari, les petits-enfants et arrière-petits-enfants. Éva, notre fille, et Benjamin jouent avec Anaïs, les B. racontent la médecine clandestine de mon père, la pièce de leur hôtel qui servait de salle d'examen dans les périodes où il pouvait consulter sans trop de risques, les moments où il disparaissait dans le foin de leur grange ou dans les bois. Nous sortons nos photos, inconnues des B., qui nous conseillent d'aller chez les commerçants ayant toujours habité le village. Madame M. m'offre gentiment une photo de mon père avec elle, "la petiotte" de trois ans, dans ses bras. Le lendemain, en faisant les courses pour le pique-nique, nous nous rendons à la boulangerie, monnaie en poche et photos sous le bras ; là commence leur identification. Je me présente : "la fille du docteur Kuczynski", je montre les photos ; entre une vieille dame cliente, "savez-vous qui est là ?" dit la boulangère ... "Mimi G." se reconnaît, elle avait douze ans, les "grands" ne voulaient pas d'elle pour la sortie, alors elle a boudé et n'apparaît que de dos sur les photos !

Chez l'épicier, nous prenons un verre dans l'arrière-boutique ; sa tante, qui vit à Aurillac, était assistante sociale et faisait avec papa les pansements des maquisards blessés. Nous retrouverons chez elle, lors d'une invitation à un goûter, exactement la même série de photos que la nôtre, préparée sur la table pour notre visite ! Elle nous donnera les noms de toutes les personnes y figurant, et de leurs nouvelles. Puis nous allons à Mandailles, le village voisin. Nous assistons à une "réunion d'anciens", tous ayant été mis au courant de notre présence dans la vallée. Nous ne parlons pas, nous écoutons ; nos photos circulent et les langues se délient : qui fut soigné pour un mal de ventre, qui pour une congestion pulmonaire, etc.

Germaine R., soixante-douze ans, monte avec nous au hameau de Liadouze, où se trouve l'entreprise F. qui employait vingt-cinq Juifs internés ; ceux-ci travaillaient à descendre du bois dans la vallée, bois destiné à la fabrication de traverses de chemin de fer pour les Allemands. Les gens du village voyaient tous les jours passer les travailleurs et parlaient avec eux ; c'est de cette manière qu'ils ont sollicité mon père lorsqu'il n'y a plus eu de médecin pour les soigner, celui d'Aurillac ne pouvant plus monter dans les villages (20 km) faute d'essence. A Liadouze se situe également la maison de la famille R., avec la cheminée qui occupe tout un mur, dans laquelle on peut se tenir debout et même se cacher lorsque les Allemands viendront dans la vallée. Il y a aussi la chambre à l'étage où Léontine, seule des enfants R. à connaître le "secret", monte à manger et à boire à mon père en prétextant un mal de tête.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1997, nos lettres de vœux se sont croisées. Cet été nous irons "vivre" une semaine à Saint-Julien. Benjamin et Éva joueront avec Anaïs. Nous nous promènerons dans cette très belle vallée où je trouve à mon tour des attaches ; nous embrasserons ces familles à qui je dois en partie ma vie, qui ont risqué avec mon père, "le docteur Du Bois" — c'est ainsi qu'on l'appelait — la leur.

*Le docteur Kuczynski — Du Bois-Kuczynski — Juif polonais, médecin clandestin pendant la guerre, a été naturalisé Français après celle-ci. Venu à Eaubonne (Val d'Oise) avec une famille originaire de Mandailles, il y a exercé toute sa vie la médecine. ■*

*Diasporiques* : Directeur de la publication : Henri Kom ; Secrétaire de rédaction : Jacques Burko ; Comité de rédaction : Bureau du Cercle Gaston Crémieux ; Maquettiste : Corinne Dupuy ; Impression : Imprimerie Phénix, Narbonne. Les textes publiés par *Diasporiques* n'engagent que la responsabilité de leurs signataires. N° d'ISSN en cours.

Trimestriel. Prix au numéro : 20 F.

Abonnement 1 an (4 numéros) : 50 F. Abonnement de soutien 1 an : 100 F ou plus. Pour s'abonner, il suffit d'envoyer ses nom, prénom et adresse, accompagnés d'un chèque à l'ordre du Cercle Gaston Crémieux (*Diasporiques*) à : Jacques Burko, 56, RUE DE LA ROCHEFOUCAULD, 75009 PARIS

Cercle Gaston Crémieux : pour tout renseignement et pour adhérer éventuellement, s'adresser au secrétaire général du Cercle, Jacques Burko, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Fondateurs du Cercle : Joseph Huppert, G. Isotti-Rosovsky, Claude Lanzmann, Philippe Lazar, Jacques Lebar, Richard Marienstras, Léon Poliakov, Oscar Rosowsky, Rita Thalman, Pierre Vidal-Naquet, Raphaël Visocékas